
ASSEMBLÉE NATIONALE

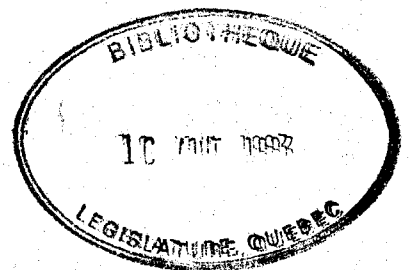
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 9

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

Première lecture



Présenté par
M. Guy Chevrette
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi poursuit deux objectifs: premièrement, dans le but d'assurer la conservation de la faune, d'augmenter la population faunique et de mettre en valeur cette ressource, apporter à la Loi sur la conservation de la faune de nombreuses modifications, deuxièmement, procéder à une refonte de cette loi.

À ces fins, il explicite les modalités d'exploitation de la faune, précise les distinctions essentielles entre la chasse et le piégeage et établit les modes d'exercice de chacune de ces activités.

Il reconduit, tout en les simplifiant, les dispositions concernant la capture, la garde et la vente d'animaux et de poissons. Il assouplit l'interdiction de vendre, d'acheter ou de servir la chair d'animaux et de poissons.

Tout en maintenant les baux de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage, il précise la procédure d'indemnisation inhérente à l'annulation ou au non renouvellement d'un bail. Il introduit la notion d'hébergement comme élément fondamental de la pourvoirie. La définition des réserves fauniques confirme la vocation de conservation, de mise en valeur et d'utilisation de la faune dans ces territoires.

Il regroupe les pénalités en tenant compte de la gravité des infractions et de la vulnérabilité des différentes espèces.

Enfin, le projet énonce des dispositions transitoires et précise en outre que tout bail consenti demeure en vigueur sous réserve des dispositions du projet de loi.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1)
- la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)

Projet de loi 9

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«**animal**»: tout mammifère, oiseau ou reptile, d'un genre, d'une espèce ou d'une sous-espèce qui se reproduit à l'état sauvage au Québec ou ailleurs et qui origine d'une lignée non sélectionnée par l'homme, ou qui se distingue difficilement d'une espèce sauvage par sa taille, sa couleur ou sa forme, qu'il soit né ou gardé en captivité ou non;

«**chasser**»: pourchasser un animal, le poursuivre, le harceler, le traquer, le mutiler, l'appeler, le suivre, être à son affût, le localiser, ou tenter de le faire, tout en étant en possession d'une arme, ou, tirer cet animal, le tuer, le capturer, ou tenter de le faire, à l'exception de le piéger;

«**fourrure**»: celle qui provient d'un animal déterminé par règlement comme animal à fourrure;

«**gros gibier**»: l'orignal, l'ours, le cerf de Virginie, le caribou et le boeuf musqué, y compris leur genre, leur espèce et leur sous-espèce;

«**piéger**»: capturer à l'aide d'un piège un animal à fourrure;

«**poisson**»: tout poisson des eaux sans marée du Québec, les oeufs et les produits sexuels d'un tel poisson, tout batracien, arthropode ou mollusque, de ces eaux ainsi que le saumon atlantique anadrome;

«**ravage**»: habitat utilisé pendant l'hiver par du gros gibier, à l'exception de l'ours noir et de l'ours blanc;

« **résident** »: une personne domiciliée au Québec et y ayant demeuré ordinairement durant la période de douze mois consécutifs précédant ses activités de pêche, de chasse, de piégeage ou sa demande d'un permis;

« **véhicule** »: tout moyen de transport terrestre motorisé qui peut transporter une personne ou un bien, le tirer ou le pousser à l'exception d'un véhicule utilisé comme résidence et immobilisé de façon permanente et d'un véhicule de chemin de fer fonctionnant uniquement sur rail;

« **vendre** »: céder ou offrir de céder, troquer, procurer à une personne ou permettre qu'elle se procure un animal, de la fourrure, du poisson, moyennant un avantage promis ou obtenu.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION

2. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche veille à la conservation et à la gestion de la faune.

3. Pour assurer l'application de la présente loi, des agents de conservation de la faune et d'autres fonctionnaires sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1).

4. Le gouvernement peut autoriser le sous-ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ou un fonctionnaire à exercer un pouvoir qui est dévolu au ministre en vertu de la présente loi.

Un décret adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou à une autre date ultérieure qui y est fixée.

5. Un agent de conservation de la faune et un fonctionnaire qui gère directement le travail d'un tel agent, ont en particulier pour fonction de veiller à l'application:

- 1° de la présente loi et de ses règlements;
- 2° de l'article 46 de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9);
- 3° de certaines dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) et de certaines dispositions de ses règlements, prévues par règlement;
- 4° de certaines dispositions de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26) et de certaines dispositions de ses règlements, prévues par règlement;

5° de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1) et de ses règlements.

Ils ont en outre pour fonction d'informer et de renseigner la population sur les dispositions de ces lois et de ces règlements et de promouvoir la conservation de la faune.

6. Aux fins de l'exercice des fonctions prévues à l'article 5, l'agent de conservation de la faune et le fonctionnaire qui gère directement le travail d'un tel agent sont agents de la paix.

7. Aux fins de l'application de la présente loi, tout membre de la Sûreté du Québec et le fonctionnaire qui gère directement le travail d'un agent de conservation de la faune sont d'office agents de conservation de la faune.

8. Le ministre peut nommer des auxiliaires de la conservation de la faune pour assister les agents de conservation de la faune dans l'exercice de leurs fonctions et, en particulier, pour veiller à l'application:

1° de la présente loi et de ses règlements;

2° de l'article 46 de la Loi sur les terres et forêts;

3° de certaines dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement et de certaines dispositions de ses règlements, prévues par règlement;

4° de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec et de ses règlements.

Ils sont en outre chargés de promouvoir la conservation de la faune.

9. Les auxiliaires de la conservation de la faune ne sont pas régis par la Loi sur la fonction publique.

10. Le gouvernement peut, par règlement, à l'égard des auxiliaires de la conservation de la faune:

1° déterminer leurs conditions de sélection, de nomination, de révocation, et la durée de leurs fonctions;

2° les regrouper en différentes catégories et déterminer les devoirs et fonctions propres à chaque catégorie;

3° déterminer les territoires où ils ont compétence et fixer le nombre minimum ou maximum d'entre eux qui peuvent y être affectés;

4° déterminer leurs modes d'identification;

5° établir à leur intention des programmes de formation et de recyclage.

11. Le gouvernement peut autoriser le ministre à:

1° acquérir de gré à gré, louer ou exproprier un bien immeuble ou un droit réel immobilier nécessaire à la conservation et à la gestion de la faune;

2° accepter un don ou un legs d'une propriété qui représente un intérêt particulier pour la faune.

12. Nul ne peut donner sciemment de faux renseignements au ministre, à un agent de conservation de la faune ou à un auxiliaire de la conservation de la faune, lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions.

13. Un agent de conservation de la faune ou un auxiliaire de la conservation de la faune peut, dans l'exercice de ses fonctions, entrer et passer sur un terrain privé; il doit s'identifier sur demande.

14. Un agent de conservation de la faune peut, sans mandat, arrêter une personne s'il la trouve en train de commettre une infraction ou s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'elle est sur le point de commettre ou a commis une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou à une autre loi ou règlement qu'il est chargé d'appliquer.

15. Un agent de conservation de la faune ou un auxiliaire de la conservation de la faune peut, sans mandat, entrer et perquisitionner dans tout véhicule, embarcation, aéronef, ou dans un endroit autre qu'une maison d'habitation et ouvrir ou faire ouvrir tout réceptacle, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il s'y trouve:

1° un animal, du poisson ou de la fourrure détenu contrairement à la présente loi ou à ses règlements;

2° un objet, un animal, du poisson ou un chien qui a servi à commettre une infraction à la présente loi ou à ses règlements.

Dans le présent article, on entend par « maison d'habitation », un bâtiment, une construction ou partie de l'un d'eux tenu ou occupé comme résidence permanente ou temporaire ainsi qu'un bâtiment, une construction ou partie de l'un d'eux qui y est relié par une baie de porte ou par un passage couvert et clos.

16. Un agent de conservation de la faune ou un auxiliaire de la conservation de la faune peut, sans mandat, saisir un animal, du poisson, de la fourrure, à l'égard duquel il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction à la présente loi ou à ses règlements a été commise ou qu'il a servi à commettre une telle infraction.

Un agent de conservation de la faune peut, en outre, sans mandat, saisir tout véhicule, aéronef, embarcation, chien ou objet, lorsqu'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il a servi à commettre une infraction à la présente loi ou à ses règlements.

L'auxiliaire de la conservation de la faune qui a effectué une saisie en vertu du premier alinéa doit remettre cet animal, ce poisson ou cette fourrure à un agent de conservation de la faune.

17. Un agent de conservation de la faune doit, sans délai, faire rapport par écrit au ministre de toute saisie effectuée par un auxiliaire de la conservation de la faune ou qu'il effectue en vertu de la présente loi ou de ses règlements.

18. Un agent de conservation de la faune est responsable de la garde des biens qu'il a saisis ou qui lui ont été remis par un auxiliaire de la conservation de la faune, jusqu'à ce qu'un juge en ait prononcé la confiscation ou en ait ordonné la remise à son propriétaire.

Toutefois, dans le cas d'un résident, l'agent de conservation de la faune qui saisit un véhicule ou un aéronef doit en confier la garde au contrevenant et, s'il s'agit d'un chien ou d'une embarcation, il peut lui en confier la garde.

Le contrevenant est tenu d'accepter la garde du bien saisi jusqu'à ce qu'un juge en ait prononcé la confiscation ou en ait ordonné la remise à son propriétaire; il ne peut l'enlever, le détériorer ou l'aliéner sous peine d'une amende équivalant à la valeur du bien saisi.

19. Un bien saisi par un agent de conservation de la faune ou par un auxiliaire de la conservation de la faune doit être remis à son propriétaire si aucune accusation liée à ce bien n'a été portée dans les 90 jours qui suivent la date de la saisie.

Le juge de paix peut toutefois ordonner que la période de saisie soit prolongée pour un maximum de 90 jours.

20. Un bien saisi par un agent de conservation de la faune ou par un auxiliaire de la conservation de la faune et dont le propriétaire est inconnu, est confisqué après les 60 jours qui suivent la date de la saisie et il en est disposé de la manière prescrite par règlement.

21. Le propriétaire d'un bien saisi, s'il n'est pas le contrevenant, peut en revendiquer la propriété au cours d'une poursuite pénale, et après, jusqu'à jugement final, en présentant au juge une requête qui allègue la nature de son droit sur le bien saisi et en prouvant son titre de propriété.

Le juge saisi de cette requête peut, aux conditions qu'il détermine, en ordonner la remise au requérant.

22. Sauf un agent de conservation de la faune, nul ne peut porter ou utiliser un uniforme ou un insigne l'identifiant comme tel, ou utiliser un véhicule muni d'un ensemble de signes distinctifs l'identifiant comme véhicule servant au travail d'un agent de conservation de la faune.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui est autorisée par le ministre à porter ou utiliser un tel uniforme, un tel insigne ou un tel véhicule.

23. Un agent de conservation de la faune, un fonctionnaire visé dans l'article 3 ou un auxiliaire de la conservation de la faune qui est sous la supervision de cet agent ou de ce fonctionnaire peut, dans l'exercice de ses fonctions:

1° tuer un chien trouvé errant dans un endroit où il y a du gros gibier; ou

2° tuer ou capturer un animal grièvement blessé, malade, nuisible ou pouvant mettre en danger la vie ou la sécurité des gens.

Le fonctionnaire ou l'auxiliaire de la conservation de la faune qui capture ou tue un animal conformément au premier alinéa doit le remettre ou le déclarer à un agent de conservation de la faune.

24. L'agent de conservation de la faune ou le fonctionnaire visé dans l'article 3 qui doit, dans l'exercice de ses fonctions et en raison de son emploi, passer outre aux articles 26, 27, 28, 30, 32, 33, 38, 40, 41, 51, 52 et 55, doit se conformer aux conditions déterminées par le ministre.

CHAPITRE III

CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA FAUNE

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

25. Tout animal chassé, piégé ou acquis, tout poisson pêché ou acquis ou toute fourrure acquise et trouvée en la possession d'une personne est présumé avoir été chassé, piégé, pêché ou acquis, selon le cas, au Québec à moins qu'elle ne prouve le contraire.

26. Nul ne peut déranger, détruire ou endommager les oeufs ou la tanière d'un animal.

Toutefois, une personne peut déroger au premier alinéa si elle se conforme aux conditions déterminées par règlement.

27. Nul ne peut pourchasser, mutiler ou tuer volontairement un animal avec un véhicule, un aéronef ou une embarcation motorisée.

28. Nul ne peut chasser ou déranger le gros gibier dans son ravage, sauf dans les cas prévus par règlement.

29. Le gouvernement peut, par règlement, autoriser:

1° le dressage d'un animal ou d'un chien dans un endroit où l'on retrouve un animal ou celui d'une catégorie d'animaux déterminé par règlement;

2° le dressage d'un animal ou d'un chien à l'aide d'un animal;

3° une compétition dont le but est d'évaluer les aptitudes d'un animal ou d'un chien à la chasse dans un endroit où l'on trouve un animal ou celui d'une catégorie d'animaux déterminé par règlement;

4° une compétition dont le but est d'évaluer les aptitudes d'un animal ou d'un chien à la chasse à l'aide d'un animal.

Il peut également, par règlement, déterminer les animaux ou catégories d'animaux et fixer les conditions, les endroits et les périodes des activités visées dans le premier alinéa.

30. Nul ne peut chasser ou piéger un animal déterminé par règlement ou tenter de le faire à l'aide d'un objet, d'un animal, d'un animal domestique ou d'un chien, autres que ceux déterminés par règlement.

31. Nul ne peut faire usage d'un dispositif qui relie une arme à feu, un arc ou une arbalète à un mécanisme qui peut en provoquer la décharge, sans que la personne ne l'actionne elle-même.

32. Nul ne peut utiliser un poison, un explosif, une substance délétère ou une décharge électrique pour chasser ou piéger.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à la capture ou à la destruction d'un animal déterminé par règlement.

33. Nul ne peut tuer ou capturer des animaux au-delà de la quantité déterminée par règlement.

34. Le fait de tuer ou de capturer un animal conformément aux articles 24, 42, 45, 57, 58 et au deuxième alinéa de l'article 32 ne constitue pas de la chasse ou du piégeage.

35. Nul ne peut chasser ou piéger sur un terrain privé dont le propriétaire est membre d'une association agréée par le ministre ou est partie à un protocole d'entente convenu avec ce dernier, aux fins de la gestion de la faune, s'il n'a obtenu au préalable l'autorisation du propriétaire ou de son représentant.

Le document attestant l'agrément par le ministre ou le protocole d'entente décrit les terrains sujets à l'application du premier alinéa.

36. Le ministre peut, aux fins de la gestion de la faune, signer un protocole d'entente avec un propriétaire foncier ou un groupement de propriétaires fonciers.

SECTION II

CERTIFICAT ET CATÉGORIES DE PERMIS

37. Nul ne peut chasser s'il ne détient un permis délivré à cette fin.

38. Nul ne peut piéger s'il ne détient un permis délivré à cette fin.

39. Pour obtenir certains permis de chasse ou de piégeage, prévus par règlement, une personne doit, au préalable, détenir le certificat prévu par règlement établissant qu'elle est apte à pratiquer l'activité concernée.

40. Nul ne peut pêcher à la ligne ou à la canne et ligne dans un endroit déterminé par règlement, s'il ne détient un permis délivré à cette fin.

41. Pour garder en captivité un animal ou pour le capturer dans le but de le garder en captivité et, le cas échéant, pour en disposer, une personne doit être titulaire d'un permis délivré à cette fin et se conformer aux normes, quantités et conditions prescrites par règlement.

Toutefois, ce permis n'est pas requis dans les cas ou à l'égard d'un animal, déterminés par règlement.

42. Malgré toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, une personne peut abattre un animal ou celui d'une catégorie d'animaux gardés en captivité selon le premier alinéa de l'article 41. Elle doit toutefois le faire conformément aux règlements.

43. Le ministre peut, lorsque requis par règlement, délivrer un permis pour chacune des activités prévues par l'article 29.

44. Toute personne qui chasse, piège ou pêche dans un endroit visé dans l'article 40, doit porter sur elle son permis. Sur demande d'un agent de conservation de la faune ou d'un auxiliaire de la conservation de la faune, elle doit l'exhiber.

Le résident qui déclare avoir oublié son permis doit, dans les sept jours de sa déclaration, le produire à un agent de conservation de la faune.

45. Le ministre peut, pour des fins scientifiques, éducatives et de gestion de la faune, délivrer un permis autorisant une personne à passer outre à une disposition des articles 26, 27, 28, 30, 32, 33, 52, 55, du premier alinéa de l'article 51 ou d'un règlement adopté en vertu de cet article.

Le ministre peut, en outre, pour des fins alimentaires, délivrer un permis autorisant une personne à passer outre à une disposition des articles 33, 37, 38, 40 ou d'un règlement adopté en vertu de l'un des paragraphes 1°, 2°, 3° ou 5° de l'article 51.

Le titulaire de ce permis doit se conformer aux conditions déterminées par le ministre sur le permis.

46. Nul ne peut, s'il ne détient un permis délivré à cette fin, faire l'élevage de poissons à des fins de vente et de repeuplement.

47. Nul ne peut, s'il ne détient un permis délivré à cette fin, exploiter une pourvoirie au sens de l'article 78 de la présente loi et de l'article 42 de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec sauf dans les cas prévus par règlement.

48. Nul ne peut, s'il ne détient un permis délivré à cette fin, vendre de la fourrure, en faire le commerce, en apprêter ou servir d'intermédiaire pour la vente ou le commerce de fourrure moyennant un avantage quelconque.

Toutefois, un tel permis n'est pas requis d'un résident s'il s'agit du produit de son propre piégeage.

49. Le ministre ou la personne qu'il autorise délivre un certificat ou un permis à toute personne qui remplit les conditions et qui paie les droits déterminés par règlement.

50. Nul ne peut utiliser un certificat ou un permis délivré à une autre personne.

Toutefois, le gouvernement peut, par règlement, déterminer les conditions suivant lesquelles une personne déterminée par règlement peut utiliser le permis délivré à une autre personne.

SECTION III

CHASSE ET PIÉGEAGE

51. La chasse et le piégeage d'un animal sont interdits.

Toutefois, le gouvernement peut, par règlement, les permettre aux conditions et pour tout animal ou celui d'une catégorie d'animaux qu'il indique.

Ce règlement peut en outre déterminer:

1° en fonction de son sexe, tout animal ou celui d'une catégorie d'animaux qui peut être chassé;

2° la période de l'année, de la journée ou de la nuit pendant laquelle il peut être chassé et piégé;

3° le territoire ou la zone où il peut être chassé ou piégé;

4° la catégorie d'armes ou de pièges qui peut être employée; et

5° en fonction de son âge, tout animal ou celui d'une catégorie d'animaux qui peut être chassé.

52. Nul ne peut prendre place à bord d'un véhicule, y compris un véhicule fonctionnant uniquement sur rail, ou un aéronef et:

1° être en possession d'une arme à feu contenant une cartouche non percutée, placée dans la chambre, le chargeur ou le magasin lorsque ce dernier est attaché à l'arme ou, dans le cas d'une arme à charge-

ment par la bouche, contenant de la poudre et un projectile dans la chambre et une amorce sur la cheminée ou de la poudre dans le bassinet; ou

2° tirer avec une arme à feu, un arc ou une arbalète à partir de ce véhicule ou de cet aéronef.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui, en raison de son emploi ou de ses fonctions, est autorisée en vertu de la loi à être en possession d'une arme à feu.

53. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser une personne handicapée dont le handicap l'empêche de chasser conformément à la présente loi à passer outre à l'un des paragraphes 1° ou 2° de l'article 52 ou à une des dispositions d'un règlement adopté en vertu de l'un des paragraphes 2° ou 4° de l'article 51.

La demande d'une telle autorisation doit être faite par écrit et être accompagnée d'un certificat médical qui atteste cette incapacité physique et en spécifie la nature.

54. Nul ne peut abandonner la chair comestible d'un gros gibier qu'il a tué à l'exception de la chair d'ours.

55. Nul ne peut, par un moyen capable de retenir du gros gibier, en capturer, en tuer ou tenter de le faire, à l'exception de l'ours.

56. Nul ne peut laisser errer un chien dont il est le propriétaire ou le gardien dans un endroit où l'on trouve du gros gibier.

SECTION IV

CAPTURE, GARDE ET VENTE D'ANIMAUX, DE POISSONS ET DE FOURRURES

57. Une personne ou celle qui lui prête main forte ne peut:

1° tuer ou capturer un animal qui l'attaque ou qui cause du dommage à ses biens ou à ceux dont elle a la garde ou est chargée de l'entretien;

2° détruire sa tanière si elle est située sur sa propriété ou sur une propriété dont elle a la garde ou est chargée de l'entretien;

lorsqu'elle peut effaroucher cet animal ou l'empêcher de causer des dégâts.

58. Dans le cas prévu par le paragraphe 1° de l'article 57 ou dans le cas d'un animal trouvé ou d'un animal tué ou capturé accidentellement, une personne doit, sans délai, lorsqu'il s'agit d'un animal déterminé par règlement:

1° s'il est indemne et vivant, le remettre en liberté;

2° s'il est blessé ou mort, le déclarer à un agent de conservation de la faune et, si ce dernier l'exige, le lui remettre pour confiscation.

59. Nul ne peut vendre, acheter ou offrir d'acheter, de la chair d'animal ou de poisson.

Toutefois, le gouvernement peut, par règlement, autoriser une personne à vendre, à acheter ou à offrir d'acheter de la chair d'animal ou de poisson pour les espèces et selon les normes et conditions qu'il détermine.

60. Nul ne peut posséder:

1° un animal qui a été chassé, obtenu, vendu, acheté ou piégé;

2° du poisson qui a été pêché, obtenu, vendu ou acheté;

3° de la fourrure qui a été obtenue, vendue ou achetée;

en contravention à une disposition des articles 27, 31, 32, 33, 37, 38, 40, 55, 58, du premier alinéa des articles 51 ou 59 ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 51.

61. Toute personne qui transporte un animal, du poisson ou de la fourrure non apprêtée, doit, à la demande d'un agent de conservation de la faune ou d'un auxiliaire de la conservation de la faune, s'identifier et en indiquer la provenance.

62. Le gouvernement peut, par règlement, établir des zones piscicoles et déterminer:

1° les normes selon lesquelles des oeufs de poisson, des poissons ou des catégories de poissons vivants peuvent y être gardés en captivité, élevés, vendus, transportés ou ensemencés;

2° les permis ou les catégories de permis requis dans ces zones.

63. Le ministre peut établir, développer et administrer un établissement servant à la garde d'animaux ou de poissons.

64. Le ministre peut, aux fins de l'article 63:

1° fixer les conditions de capture, de garde en captivité, d'acquisition, de vente ou d'échange d'animaux ou de poissons;

2° fixer les conditions d'admission et de fréquentation des visiteurs;

3° conclure avec une société zoologique, un organisme ou une personne, une convention confiant à cette société, à cet organisme ou à cette personne, l'administration d'un établissement, ou conclure avec cette société, cet organisme ou cette personne, une convention favorisant le développement de cet établissement.

CHAPITRE IV

TERRITOIRES STRUCTURÉS

SECTION I

TERRES DOMANIALES DÉSIGNÉES À DES FINS DE DÉVELOPPEMENT DE L'UTILISATION DES RESSOURCES FAUNIQUES

65. Le gouvernement peut, par règlement, aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques, désigner et délimiter des parties des terres domaniales.

66. Le ministre peut donner à bail des droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage sur la totalité ou une partie des terres domaniales visées dans l'article 65.

67. Dans les parties des terres domaniales visées dans l'article 65, à l'exception de celles établies aux seules fins de piégeage, aucun droit d'occupation, à des fins autres que l'exploitation des ressources forestières en vertu de la Loi sur les terres et forêts ou des ressources minières en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) ou la construction d'une ligne de transport d'énergie électrique, ne peut être accordé sans le consentement écrit du ministre.

68. Le locataire de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage peut, aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques, ériger des bâtiments et des constructions sur le terrain qui lui est assigné sans avoir à se conformer aux dispositions de la Loi sur les terres et forêts concernant les baux ou les permis d'occupation des terres domaniales.

Ce locataire exerce un droit d'occupation sur le terrain où sont érigés les bâtiments et les constructions pendant la durée du bail.

69. Lorsque le gouvernement abroge ou modifie un règlement qui a désigné et délimité une partie des terres domaniales, le ministre doit annuler le bail de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage dont le territoire est visé dans cette abrogation ou cette modification.

70. Le ministre peut annuler ou ne pas renouveler un bail de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage, lorsque:

- 1° le locataire n'a pas respecté les conditions de son bail;
- 2° le bail a été obtenu suite à une déclaration frauduleuse.

71. Lors de l'annulation d'un bail en vertu de l'article 69 ou lors du non renouvellement d'un bail par le ministre pour des raisons autres que celles prévues par l'article 73, le ministre:

1° indemnise, s'il n'y a pas eu d'octroi ailleurs d'un nouveau bail à la satisfaction des deux parties, le locataire en tenant compte, notamment, de la perte de revenu reliée à l'exploitation des droits faisant l'objet du bail; et

2° se porte acquéreur des bâtiments et des constructions situés sur le territoire identifié au bail en versant au locataire qui en est propriétaire, un montant équivalent à leur valeur réelle ou indemnise le locataire en tenant compte de la perte de valeur de ces bâtiments et de ces constructions.

Toutefois, si les droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage qui faisaient l'objet d'un bail non renouvelé par le ministre, pour des raisons autres que celles prévues par l'article 73, sont octroyés à un nouveau locataire, ce nouveau locataire doit se porter acquéreur des bâtiments et des constructions à un montant équivalent à leur valeur réelle et il ne peut exercer les droits que lui confère son bail tant qu'il n'en n'est pas propriétaire.

72. Lors de l'annulation d'un bail en vertu de l'article 69, lorsque le ministre indemnise le locataire en tenant compte de la perte de valeur de ces bâtiments et de ces constructions, ce locataire doit, dans un délai d'un an de la date de l'indemnisation, enlever les bâtiments situés sur le territoire identifié au bail ou obtenir du ministre de l'Énergie et des Ressources le droit de continuer d'occuper le terrain concerné.

73. Lors de l'annulation d'un bail en vertu de l'article 70 ou lorsque le locataire a signifié au ministre avant l'expiration de son bail son intention de ne pas renouveler, tout nouveau locataire est tenu de se porter acquéreur des bâtiments et des constructions situés sur le territoire décrit au bail, en versant au propriétaire de ces bâtiments et de ces constructions un montant équivalent à leur valeur réelle.

Le locataire dont le bail est annulé ne conserve que son droit d'occupation jusqu'à ce qu'un nouveau locataire soit désigné ou que le règlement désignant et délimitant une partie des terres domaniales soit abrogé ou modifié de façon à exclure les terrains où sont situés les bâtiments dont il est propriétaire.

Le nouveau locataire ne peut exercer les droits que lui confère son bail tant qu'il n'est pas propriétaire des bâtiments et des constructions visés dans le premier alinéa.

74. En cas de divergence entre le nouveau locataire et le locataire précédent ou entre le ministre et le locataire précédent sur la valeur réelle des bâtiments et des constructions visés dans les articles 71 et 73, le ministre nomme un évaluateur accepté par les parties; l'évaluation de ce dernier est sans appel.

Les coûts de cette évaluation sont assumés également par les deux parties.

75. Dans le cas d'un bail où seuls les droits exclusifs de piégeage sont concédés, les dispositions concernant l'achat des bâtiments visés dans le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 71 et à l'article 73 ne s'appliquent pas si les bâtiments appartenant au locataire précédent ont une valeur réelle supérieure à la valeur maximale déterminée par règlement et que ce dernier ne consent pas à les vendre aux prix équivalents à cette valeur maximale.

Lorsque le ministre ou le nouveau locataire ne se porte pas acquéreur des bâtiments, le locataire dont le bail est annulé doit, dans un délai d'un an de la date de l'annulation du bail, démolir ou enlever ses bâtiments à défaut de quoi le ministre peut en assurer l'enlèvement ou la démolition aux frais de ce locataire.

76. Nul ne peut, sur tout terrain sur lequel des droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage ont été donnés à bail, pratiquer une activité pour laquelle des droits exclusifs ont été concédés, sans l'autorisation du locataire.

77. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer:

1° des catégories de baux de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage;

2° les conditions d'obtention, de transfert et de renouvellement, la durée, le mode de calcul du loyer annuel ainsi que les conditions de paiement de ce loyer pour chaque catégorie de baux;

3° les normes et conditions de construction et des localisation des bâtiments et des constructions auxquelles doit se conformer le locataire;

4° les types ou catégories de bâtiments et constructions qui ne peuvent faire l'objet d'une indemnité ou d'un achat prévu à la présente section;

5° les critères servant à la fixation d'une indemnité versée en vertu de la présente section;

6° les territoires sur lesquels des droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage ont été donnés à bail et où la pratique et l'accès à des activités récréatives sont contrôlés, la période d'application de ce contrôle et les obligations du locataire;

7° les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui pratique sur les territoires visés dans le paragraphe 6° une activité récréative autre que celles pour lesquelles des droits exclusifs ont été donnés à bail ou accède à ces territoires dans le but d'y pratiquer une telle activité.

SECTION II

POURVOIRIE

78. Dans la présente section, on entend par « pourvoirie », une entreprise qui offre, contre rémunération, de l'hébergement et des services ou de l'équipement pour la pratique, à des fins récréatives, des activités de chasse, de pêche ou de piégeage.

79. À l'exception du service de transport, le détenteur d'un permis de pourvoirie ne peut offrir des services reliés à l'exploitation de sa pourvoirie en dehors du territoire identifié à son permis.

80. Le ministre peut déterminer des normes de classification quantitative et qualitative des pourvoiries et déterminer le niveau minimum requis des qualités d'une pourvoirie pour permettre la publication de son identité, de sa classification, de sa catégorie et des services offerts dans tout répertoire dont il autorise la publication.

81. Tout titulaire d'un permis de pourvoirie qui fait état dans sa publicité de la classification de sa pourvoirie doit faire état de la classification qu'en a fait le ministre.

82. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer:

1° des catégories de permis de pourvoirie, leur durée, leur coût et le nombre maximum de permis de chaque catégorie pour toute partie de territoire;

2° les conditions d'obtention, de transfert et de renouvellement pour chaque catégorie de permis;

3° les obligations auxquelles doivent se conformer les titulaires de permis pour chaque catégorie de permis;

4° les normes relatives à la qualité des services pour chaque catégorie de permis;

5° les normes relatives à la protection des usagers d'une pourvoirie;

6° les cas où le permis de pourvoirie n'est pas requis pour exploiter une pourvoirie;

7° les rapports que le titulaire d'un permis de pourvoirie doit transmettre au ministre et leur forme et teneur.

83. Le gouvernement peut en outre, par règlement, désigner des personnes pour veiller à l'application des dispositions de la présente loi et de ses règlements relatives à l'exploitation d'une pourvoirie.

Le gouvernement peut en outre, par règlement, déterminer les pouvoirs, devoirs et fonctions de ces personnes.

SECTION III

ZONE D'EXPLOITATION CONTRÔLÉE

84. Le gouvernement peut, par règlement, établir sur les terres domaniales des zones d'exploitation contrôlée à des fins d'aménagement, d'exploitation ou de conservation de la faune.

Le gouvernement peut en outre, par règlement, inclure dans une zone d'exploitation contrôlée tout terrain privé faisant l'objet d'une entente entre le propriétaire et le ministre.

85. Le ministre peut, par protocole d'entente, confier à un organisme la totalité ou une partie de la gestion d'une zone d'exploitation contrôlée.

86. Le ministre peut, s'il le juge à propos et aux conditions qu'il détermine, procéder à des améliorations ou à des constructions dans une zone d'exploitation contrôlée.

87. Le gouvernement peut, par règlement, à l'égard des zones d'exploitation contrôlée:

1° déterminer les conditions auxquelles les activités de chasse, de pêche et de piégeage sont permises et les droits maximums exigibles pour la pratique de ces activités;

2° déterminer les modalités d'enregistrement auxquelles doit se conformer une personne qui, pour des fins récréatives, accède ou séjourne sur le territoire ou s'y livre à une activité quelconque et le montant maximum des droits exigibles pour la pratique de ces activités;

3° déterminer les catégories de personnes qui doivent payer un droit pour circuler sur le territoire ainsi que le montant maximum des droits exigibles à cette fin;

4° déterminer les conditions d'utilisation à des fins récréatives, de véhicules, d'embarcations, motorisées ou non, ou d'aéronefs ou en prohiber l'utilisation de certains types;

5° déterminer les types de moteur permis pour les embarcations ou en prohiber certains types;

6° fixer les conditions d'exploitation d'un commerce ou en prohiber l'exploitation;

7° permettre à tout organisme partie à un protocole d'entente de déterminer les cas où l'enregistrement des personnes est requis et d'établir, en respectant les montants maximums fixés par règlement, le montant des droits exigibles pour l'accès au territoire et pour la pratique de toute activité.

SECTION IV

RÉSERVES FAUNIQUES

88. Le gouvernement peut, par règlement, établir sur les terres domaniales des réserves fauniques vouées à la conservation, à la mise en valeur et à l'utilisation de la faune.

Le gouvernement peut inclure dans une réserve faunique tout terrain privé faisant l'objet d'une entente entre le propriétaire et le ministre.

89. Lorsqu'une réserve faunique inclut un terrain privé, un avis de l'établissement de cette réserve doit être signifié à la personne désignée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où le terrain est situé. À compter du dépôt de cet avis au bureau d'enregistrement, le terrain privé est inclus dans la réserve.

90. Nul ne peut vendre la totalité ou une partie du terrain privé visé dans l'article 89 sans en avoir donné au ministre un avis écrit d'au moins 60 jours.

Cet avis doit contenir la désignation du terrain à vendre, le nom et le lieu du domicile de son propriétaire et de l'acquéreur éventuel, une attestation à l'effet qu'une offre a été consignée par cette dernière personne et, s'il s'agit d'une vente par adjudication, sa date.

91. Le ministre peut exercer un droit de préemption au prix de l'offre consignée ou, selon le cas, de l'adjudication, pour la totalité ou une partie du terrain visé dans l'article 89 s'il en signifie par écrit son intention dans le délai prévu par l'article 90.

92. Toute vente faite en contravention des articles 90 et 91 est nulle.

93. À l'expiration du délai prévu par l'article 91, le terrain visé dans l'article 89 peut être vendu si le ministre n'a pas signifié l'intention d'exercer son droit de préemption.

Le vendeur doit aviser par écrit le ministre de cette vente dans les 15 jours suivant la date de l'acte de vente.

94. Le ministre peut, s'il le juge à propos et aux conditions qu'il détermine, procéder à des améliorations ou des constructions dans une réserve faunique.

Le ministre peut en outre, aux conditions qu'il détermine, autoriser une personne à organiser des activités pour des fins de mise en valeur ou d'utilisation de la faune dans une réserve faunique.

95. Dans une réserve faunique, aucun droit d'occupation à des fins autres que l'exploitation des ressources forestières en vertu de la Loi sur les terres et forêts ou des ressources minières en vertu de la Loi sur les mines ou la construction d'une ligne de transport d'énergie électrique, ne peut être accordé sans le consentement écrit du ministre.

96. Le gouvernement peut, par règlement, à l'égard d'une réserve faunique:

1° déterminer les conditions auxquelles les activités de chasse, de pêche et de piégeage sont permises ou prohiber ces activités;

2° déterminer les conditions de port, de possession ou de transport d'engins de chasse, de pêche ou de piégeage ou les prohiber;

3° déterminer les catégories de personnes qui doivent payer un droit pour circuler sur le territoire ainsi que le montant maximum des droits exigibles à cette fin;

4° déterminer les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui, pour des fins récréatives et de piégeage, y accède, y séjourne, y circule ou s'y livre à une activité quelconque ou prohiber ces activités;

5° déterminer les conditions d'utilisation à des fins récréatives de véhicules, d'embarcations, motorisées ou non, ou d'aéronefs ou prohiber leur utilisation;

6° déterminer les types de moteur permis pour les embarcations ou en prohiber certains types;

7° déterminer les conditions d'exploitation d'un commerce ou en prohiber l'exploitation;

8° déterminer les conditions auxquelles la présence d'un animal domestique ou d'un chien y est permise ou y prohiber cette présence;

9° déterminer les conditions d'occupation du sol, les normes et conditions de construction et de localisation des bâtiments et la période pendant laquelle ils peuvent être utilisés, auxquelles doit se conformer le titulaire d'un permis de piégeage dans une réserve faunique et la façon dont le titulaire doit disposer des bâtiments à l'expiration du permis.

CHAPITRE V

RÈGLEMENTATION

97. Le gouvernement peut, en outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, adopter des règlements pour:

1° déterminer des catégories d'animaux et les animaux qui en font partie;

2° déterminer les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement et de ses règlements et de la Loi sur les réserves écologiques et de ses règlements que peut faire appliquer un agent de conservation de la faune et les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement et de ses règlements que peut faire appliquer un auxiliaire de conservation de la faune;

3° déterminer la façon dont il doit être disposé d'une saisie qui a été confisquée en vertu de la présente loi et d'une capture ou d'une récupération effectuée en vertu de la présente loi;

4° déterminer les animaux, les poissons ou les catégories d'animaux ou de poissons qui peuvent être détruits à l'aide d'un poison, d'un explosif, d'une substance délétère ou d'une décharge électrique;

5° déterminer les endroits où nul ne peut pêcher sans détenir un permis délivré à cette fin;

6° déterminer les moyens et leurs caractéristiques, les animaux, incluant les animaux domestiques et le chien, à l'aide desquels la chasse, le piégeage ou la capture d'un animal qu'il indique est permis;

7° déterminer le nombre maximum d'animaux qui peuvent être tués ou capturés par une personne ou un groupe de personnes pendant une période et dans un endroit qu'il indique;

8° déterminer les animaux pour lesquels un permis n'est pas requis pour les garder en captivité, pour les capturer dans le but de les garder en captivité et pour en disposer;

9° fixer les types et les catégories de permis et de certificat et limiter le nombre de permis de chaque catégorie pour un territoire ou pour une zone qu'il indique;

10° déterminer les conditions que doit remplir le requérant et le titulaire d'un permis ou d'un certificat et les obligations auxquelles doit se conformer le titulaire d'un permis ou d'un certificat;

11° déterminer la forme, la teneur, le coût et la durée d'un permis et d'un certificat, leur mode et leur coût de remplacement ainsi que les obligations du titulaire lors d'un changement d'adresse;

12° déterminer les conditions auxquelles une personne est autorisée à déranger, détruire ou endommager les oeufs ou la tanière d'un animal;

13° déterminer aux fins de l'article 58 les animaux qui doivent être déclarés ou remis à un agent de conservation de la faune;

14° déterminer, relativement à un territoire sous bail de droit exclusif de piégeage, la valeur maximale des améliorations ou constructions qui y sont autorisées;

15° déterminer les cas où une personne peut chasser ou déranger le gros gibier dans son ravage;

16° déterminer toute disposition d'un règlement dont la contravention constitue une infraction;

17° diviser le Québec en zones de chasse, en zones de pêche ou zones de piégeage et les délimiter;

18° édicter des normes et des obligations relatives au transport, à la possession et à l'enregistrement d'animaux ou de poissons;

19° déterminer une période de temps, pour une zone ou un territoire et une période donnée, qui s'écoule entre l'heure du coucher du soleil et l'heure de son lever et qui constitue la nuit pour ce secteur et pour cette période;

20° déterminer pour une zone ou un territoire, les conditions de sécurité requises pour pratiquer la chasse, la pêche ou le piégeage;

21° fixer pour un territoire qu'il délimite et à l'égard d'animaux ou de catégories d'animaux selon leur sexe et leur âge, la période pendant laquelle la chasse ou le piégeage est prohibé et les moyens à l'aide desquels la chasse, le piégeage ou la capture d'un animal est permis lorsque nécessaire pour des fins scientifiques, éducatives ou de gestion de la faune;

22° déterminer les conditions de piégeage ainsi que les normes servant à l'établissement des nombres minimum et maximum de capture d'animaux à fourrure pour un territoire où seuls les droits de piégeage sont concédés;

23° déterminer, pour chaque fourrure achetée ou obtenue, la redevance que doit payer le titulaire d'un permis visé dans l'article 48 ainsi que les conditions auxquelles il doit se conformer;

24° fixer les normes, les conditions et les quantités d'animaux relatives à la capture pour la garde en captivité, à la garde en captivité, à l'abattage et, le cas échéant, la disposition d'animaux;

25° déterminer les obligations auxquelles doit se conformer le titulaire d'un permis d'élevage de poissons à des fins de vente et de repeuplement;

26° déterminer les conditions requises en vue d'importer au Québec ou d'exporter hors du Québec un animal, du poisson ou de la fourrure;

Ces règlements, ainsi que tout autre règlement prévu par la présente loi, entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS PÉNALES

SECTION I

INFRACTIONS

98. Quiconque contrevient à une disposition des articles 30, 37, 54, 57, 60, du paragraphe 2° de l'article 52 ou d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 4° ou 5° de l'article 51, lorsqu'il s'agit de gros gibier, à une disposition de l'article 27, du premier alinéa de l'article 59 ou d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 1°, 2° ou 3° de l'article 51, lorsqu'il s'agit d'animaux autres que le gros gibier, ou à une disposition des articles 41, 42, 46, 47, 48, 50, 79, 81 ou du premier alinéa de l'article 107, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, pour une première infraction, d'une amende d'au

moins 200 \$ et d'au plus 600 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende d'au moins 600 \$ et d'au plus 1 000 \$.

99. Quiconque contrevient à une disposition des articles 30, 33, 37, 57 ou 60, lorsqu'il s'agit de poissons ou d'animaux autres que le gros gibier, ou à une disposition des articles 26, 38, 40, 44, 58 ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 29, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 400 \$.

100. Quiconque contrevient à une disposition des articles 27, 28, 33, 55, du premier alinéa de l'article 59 ou d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 1°, 2° ou 3° de l'article 51, lorsqu'il s'agit de gros gibier, ou à une disposition des articles 31, 32, du troisième alinéa de l'article 45 ou d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 62, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, pour une première infraction, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 3 000 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende d'au moins 3 000 \$ et d'au plus 5 000 \$.

101. Le juge qui impose une pénalité pour une infraction commise à l'encontre d'une disposition des articles 27, 28, 33, 37 ou 55, lorsqu'il s'agit de gros gibier, ou à une disposition des articles 31, 32, du troisième alinéa de l'article 45, du premier alinéa de l'article 59, de l'article 60 ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 51, doit, lorsqu'il y a saisie effectuée en vertu de l'article 16, prononcer la confiscation des biens saisis.

Le juge qui impose une pénalité pour une infraction commise à l'encontre d'une disposition autre que l'une de celles auxquelles réfère le premier alinéa peut, lorsqu'il y a saisie effectuée en vertu de l'article 16, prononcer la confiscation des biens saisis. Toutefois, il doit prononcer la confiscation de l'animal, de la fourrure ou du poisson saisi.

102. Un agent de conservation de la faune, un fonctionnaire visé à l'article 3 ou un auxiliaire de la conservation de la faune qui commet, dans l'exercice de ses fonctions, une infraction à la présente loi, à ses règlements ou à toute autre loi relative à la chasse, au piégeage ou à la pêche est passible, en plus des amendes prévues pour cette infraction, d'une amende additionnelle:

1° d'au moins 200 \$ et d'au plus 600 \$ dans le cas d'une condamnation pour une infraction à l'encontre d'une disposition à laquelle réfère l'article 98;

2° d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 3 000 \$ dans le cas d'une condamnation pour une infraction à l'encontre d'une disposition à laquelle réfère l'article 100.

103. Une personne qui sciemment accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction, ou qui conseille à une personne de la commettre, l'y encourage ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle prévue pour la personne qui l'a commise, que cette dernière ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

104. Quiconque contrevient à une disposition du paragraphe 2° de l'article 52 ou d'un règlement adopté en vertu des paragraphes 4° ou 5° de l'article 51, lorsqu'il s'agit d'animaux autres que le gros gibier, à une disposition des articles 12, 39, 56, 61 ou du paragraphe 1° de l'article 52 ou à une disposition d'un règlement pour laquelle il n'y a pas de sanction spécifique prévue, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 200 \$.

SECTION II

SANCTIONS ADMINISTRATIVES

105. Une condamnation pour une infraction commise à l'encontre d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements peut entraîner, selon ce qu'en décide le juge, la suspension de tout permis ou certificat du contrevenant pour une durée de 24 mois.

Toutefois, s'il s'agit de gros gibier, toute condamnation pour une infraction commise à l'encontre d'une disposition des articles 27, 28, 30, 31, 33, 37, 54, 55, du premier alinéa de l'article 59 ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 51, entraîne de plein droit l'annulation de tout permis de chasse et tout certificat du contrevenant pour une durée de 24 mois à compter de la date de la condamnation.

106. Le permis ou, le cas échéant, le certificat d'une personne condamnée pour une infraction commise à l'encontre d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements alors que son permis ou, le cas échéant, son certificat est déjà sous le coup d'une annulation ou d'une suspension, est selon le cas annulé de plein droit ou, malgré l'article 105, suspendu de plein droit pour une période additionnelle de 24 mois subséquente à la première annulation ou suspension.

107. Le titulaire d'un permis ou d'un certificat annulé ou suspendu doit, lorsqu'un avis à cet effet lui a été signifié, faire parvenir son permis ou son certificat, annulé ou suspendu, à l'adresse indiquée dans l'avis, dans un délai de 15 jours.

À la fin de la période d'annulation, une personne doit se conformer aux conditions déterminées par règlement pour l'obtention d'un certificat ou d'un permis.

À la fin de la période de suspension, une personne peut réclamer au ministre son certificat ou son permis.

108. Une personne dont le permis ou le certificat est annulé ou suspendu ne peut détenir ou solliciter, pendant la période d'annulation ou de suspension, un permis ou un certificat de même catégorie que le permis ou le certificat annulé ou suspendu.

109. Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis de pourvoirie, si son titulaire a été reconnu coupable d'une infraction à la présente loi, à ses règlements ou à toute loi ou règlement relatif à la chasse, à la pêche, au piégeage ou à la pourvoirie.

Le ministre peut révoquer, suspendre ou refuser de renouveler tout permis prévu par l'article 46 lorsque le titulaire ne se conforme pas aux conditions déterminées par règlement.

Le ministre doit, avant de décider de la révocation, de la suspension ou du refus de renouveler un permis, donner à la personne intéressée l'occasion de présenter ses observations.

SECTION III

POURSUITES ET RÈGLES DE PREUVES

110. Les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) et de la présente section.

111. Le ministre ou toute autre personne qu'il autorise peut faire signifier un billet d'infraction à une personne qui contrevient à l'une des dispositions de la loi ou des règlements auxquels réfèrent les articles 99 ou 104. Ce billet constitue une dénonciation.

112. Le billet d'infraction décrit l'infraction, indique s'il y a saisie et les objets saisis, spécifie l'amende minimale et le montant des frais, indique au contrevenant qu'il peut payer le montant requis dans les 20 jours à l'endroit indiqué, avise, le cas échéant, le contrevenant que ce paiement entraîne la confiscation de l'animal, de la fourrure ou du poisson saisi et contient toute autre information pertinente.

Le montant des frais prévus au premier alinéa est de 5 \$.

113. Si le contrevenant paie le montant requis dans le délai et à l'endroit fixés, il est considéré comme ayant plaidé coupable. Ce paiement ne peut cependant pas être considéré comme un aveu de responsabilité civile.

À défaut d'un tel paiement, une sommation est signifiée au contrevenant.

114. Les articles 111 à 113 ne s'appliquent pas:

- 1° lorsque le contrevenant n'est pas un résident;
- 2° lorsque le contrevenant est une personne visée dans l'article 102;
- 3° lorsqu'il s'agit d'une récidive.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

115. La présente loi remplace la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., chapitre C-61) à l'exception des articles 50 à 55 qui cesseront d'avoir effet à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

116. La présente loi s'applique sous réserve de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

117. Une disposition d'un règlement, d'un arrêté en conseil ou d'un décret adopté par le gouvernement en vertu de la Loi sur la conservation de la faune, continue d'être en vigueur en autant qu'elle est compatible avec la présente loi.

118. Un bail consenti en vertu de la Loi sur la conservation de la faune demeure en vigueur jusqu'à la date à laquelle il aurait expiré.

Il est régi et renouvelé conformément à la présente loi.

119. Dans les trois mois suivant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), un locataire de droits exclusifs de piégeage doit pour les bâtiments lui appartenant sur le terrain faisant l'objet du bail et ayant une valeur réelle supérieure à celle déterminée par règlement faire légaliser son occupation auprès du ministère de l'Énergie et des Ressources ou du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et, dans ce dernier cas, l'article 75 de la présente loi s'applique.

120. Un permis délivré en vertu de la Loi sur la conservation de la faune demeure en vigueur jusqu'à la date à laquelle il aurait expiré

en vertu de cette loi et son titulaire peut, jusqu'à cette date, accomplir les opérations autorisées par ce permis, sous réserve de la présente loi et de ses règlements.

121. Une personne qui est en possession d'un animal au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi doit, au plus tard (*insérer ici la date qui suit de deux ans la date d'entrée en vigueur du présent article*), se conformer à la présente loi.

122. Toute poursuite intentée en vertu de la Loi sur la conservation de la faune est continuée selon cette loi.

123. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est responsable de l'application de la présente loi.

124. L'article 3 de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1) est remplacé par le suivant:

«**3.** Les dispositions de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (1983, chapitre *insérer ici le numéro du chapitre du projet de loi 9*) et des règlements adoptés en vertu de ladite loi s'appliquent dans le territoire sauf lorsque de telles dispositions sont incompatibles avec celles de la présente loi, auquel cas ces dernières prévalent. ».

125. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du premier et du deuxième alinéa par les suivants:

«**4.** Un agent de conservation de la faune, un fonctionnaire qui gère directement le travail d'un tel agent et un auxiliaire de la conservation de la faune chargés de veiller à l'application de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (1983, chapitre *insérer ici le numéro du chapitre du projet de loi 9*) sont de la même manière chargés de veiller à l'application de la présente loi et de ses règlements.

À cette fin, les articles 6, 13 à 18, 21 et 25 de cette loi s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires. ».

126. L'article 15 de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9) est remplacé par le suivant:

«**15.** L'agent de conservation de la faune au sens de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (1983, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 9*) est habilité à veiller à l'application de la présente loi et des règlements et possède, pour les fins de la présente loi, les pouvoirs d'un agent de la paix. ».

127. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

128. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à la date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

TABLE DES MATIÈRES

		<i>Articles</i>
CHAPITRE I	DEFINITIONS	1
CHAPITRE II	ADMINISTRATION	2-24
CHAPITRE III	CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA FAUNE	(25-64)
Section I	Dispositions générales	25-36
Section II	Certificat et catégories de permis	37-50
Section III	Chasse et piégeage	51-56
Section IV	Capture, garde et vente d'animaux, de poissons et de fourrures	57-64
CHAPITRE IV	TERRITOIRES STRUCTURÉS	(65-96)
Section I	Terres domaniales désignées à des fins de développement de l'utilisation des ressources fauniques	65-77
Section II	Pourvoirie	78-83
Section III	Zone d'exploitation contrôlée	84-87
Section IV	Réserves fauniques	88-96
CHAPITRE V	RÈGLEMENTATION	97
CHAPITRE VI	DISPOSITIONS PÉNALES	(98-114)
Section I	Infractions	98-104
Section II	Sanctions administratives	105-109
Section III	Poursuites et règles de preuves	110-114
CHAPITRE VII	DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	(115-128)